



La méthode Pap Ndiaye : « On ne fera pas une école meilleure si les élèves n'y sont pas plus heureux »

Entretien 5/5. Le ministre de l'Education nationale s'est longuement livré à « l'Obs » sur son projet pour l'école. Aujourd'hui, cinquième et dernière partie : la revalorisation du lycée professionnel, sans cesse promise, jamais réalisée et le bien-être des élèves. Lecture de L'Obs en cours sur un autre appareil

Vous pouvez lire L'Obs sur un seul appareil à la fois.

[Continuer à lire ici](#)

Ce message s'affichera sur l'autre appareil

Pourquoi voyez-vous ce message ?

Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire L'Obs avec ce compte sur un autre appareil. Vous ne pouvez lire L'Obs que sur un seul appareil à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

Comment ne plus voir ce message ? Cliquez sur « Continuer à lire ici » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter L'Obs avec ce compte.

Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ? Nous vous conseillons de modifier votre mot de passe.

Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ? Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec votre compte.

Y-a-t-il d'autres limites ? Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

Des constats anciens, quelques professions de foi sympathiques, beaucoup de remerciements... Pap Ndiaye s'est montré extrêmement prudent depuis cinq mois dans ses déclarations. Est-ce pour autant une éclipse ou un renoncement ? Pas forcément. Quand il s'inscrit selon son désir dans « l'épaisseur du temps long » - en l'occurrence une interview fleuve de deux fois deux heures dans l'A350 d'Air Caraïbes - le ministre historien parle finalement très librement et, en bon intellectuel, ne se soustrait à aucune question, quitte à tourner sept fois sa langue dans sa bouche.

Tout soucieux qu'il est de s'appuyer sur la concertation et l'intelligence collective, le prudent Pap n'en nourrit pas moins de très grandes ambitions pour l'Education nationale et réfléchit à des remèdes de cheval pour soigner ses nombreuses maladies. Une fois qu'il aura bien observé, bien consulté, bien échangé, viendra le temps des décisions. Et de cette autre qualité dont il se dit bien doté : la capacité de conviction. Aujourd'hui : la revalorisation du lycée professionnel, sans cesse promise jamais réalisée, et le bien-être des élèves.

Le système éducatif est sans cesse tiraillé entre sa volonté de démocratisation – les 80 % de jeunes au bac, le principe d'une université ouverte à tous – et l'existence d'une sélection précoce pour accéder aux filières les plus attractives. Cela génère beaucoup de stress, on le voit avec Parcoursup. Pensez-vous comme Emmanuel Macron que tout le monde n'est pas fait pour aller à l'université ? Et que la professionnalisation dans le secondaire devrait être développée ?



Pap Ndiaye Oui, je partage entièrement cette vision. Le baccalauréat professionnel peut se poursuivre par des études supérieures, ce qui est très bien, mais il doit aussi permettre à des jeunes d'entrer directement sur le marché du travail. Plus globalement ce à quoi nous devons arriver, c'est revaloriser la voie professionnelle pour que le lycée général ne soit plus perçu comme la voie que tout bon collégien aurait vocation à emprunter. Dans cette configuration, le lycée professionnel ne peut être qu'une imposée. Il faut arrêter avec cela.

Mais comment revaloriser la voie professionnelle ? Cela fait trente ans que les ministres de l'Education nationale cherchent à le faire. En vain...

Nous menons un travail collectif avec tous les partenaires impulsé par la ministre déléguée Carole Grandjean. A côté de filières « voies de garage » malheureusement trop nombreuses, il en existe d'autres extrêmement porteuses qui correspondent à des besoins identifiés de l'économie française – la transition énergétique, le care... Il va donc falloir réfléchir à une carte des formations dynamiques qui évolue afin de former encore mieux les jeunes.

Vous souhaitez par ailleurs augmenter les périodes de stage de 50 %. Ce « réarrimage » des lycées pro au monde du travail, pour citer Emmanuel Macron, s'accompagnera logiquement d'une diminution des heures d'enseignement général. Pour une bonne partie de la gauche enseignante, cela reviendrait à priver les enfants de pauvres d'une formation intellectuelle digne de ce nom. Certains parlent même de mépris social. Vous entendez cette critique ?

Non, car le président de la République l'a clairement indiqué : les savoirs fondamentaux au lycée professionnel seront préservés. Nous voulons être pragmatiques. Aujourd'hui, une forte proportion des élèves de LP sont en grande difficulté. Notre objectif, en sortant du lycée, est qu'ils sachent lire, écrire, calculer et qu'ils se soient également forgé une conscience citoyenne. L'histoire conservera aussi une place importante dans les enseignements.

Le système est injuste avec les pauvres, disiez-vous, mais il l'est encore plus avec certaines minorités culturelles. En 2012, lors de la dernière étude « génération » réalisée par vos services, seuls 7 % des jeunes garçons de parents sahéliens se trouvaient en première générale et 6 % en première technologique contre 41 % et 12 % en population générale. Autrement dit, la majorité des Pap Ndiaye se trouvait dans les voies de garage du lycée professionnel, ou bien carrément déscolarisée. Des statistiques pareilles ne justifient-elles pas des politiques ciblées, l'instar de la discrimination positive (affirmative action) mise en place pour les minorités ethniques aux Etats-Unis ?

Ces données datent un peu et l'on peut espérer une amélioration sur les dix dernières années. Une nouvelle enquête génération va sortir, nous la regarderons de près. Si ces chiffres n'ont pas bougé, il est évident que ce serait extrêmement préoccupant. Ceci étant posé, ce qui me paraît prioritaire aujourd'hui, c'est de lutter contre les inégalités scolaires qui sont le fruit de différences de classes. Si on avance sur la réduction du déterminisme social, on aura déjà fait un énorme pas en avant.

Vous avez également érigé le bien-être des élèves au rang de priorité. « L'Obs » y a consacré sa couverture de rentrée. Vous avez sûrement relevé, comme nous, le niveau d'anxiété très élevé des élèves. Comment comptez-vous y répondre ?

Dans l'immédiat, par un ensemble de mesures : tout ce qui relève des mobilisations citoyennes autour de l'environnement, mais aussi, bien sûr, la lutte contre le harcèlement scolaire avec la généralisation du programme de prévention Phare . Sans oublier l'éducation à la vie affective et sexualité que nous relançons à fond pour contrer l'influence de la pornographie, favoriser des relations meilleures entre les garçons et les filles et réduire drastiquement les violences sexistes et sexuelles dans nos écoles. Les



concertations menées dans le cadre du CNR apportent beaucoup de ce côté.

Les lycéens que nous avons interviewés mettent en cause la structure même du système scolaire : des programmes à la fois trop lourds et trop superficiels, des horaires trop chargés, des évaluations pas assez constructives, le tout nourrissant un rapport utilitariste au savoir. Entendez-vous ces critiques ?

Je les entends. Ce dont je suis intimement persuadé, c'est qu'on ne fera pas une école meilleure si les élèves n'y sont pas plus heureux. C'est in-dis-pen-sable. Lorsque nous réfléchissons à la manière d'intégrer les notes des épreuves de spécialité du baccalauréat dans la procédure Parcoursup d'accès au supérieur, beaucoup de gens m'objectent qu'il n'est pas possible d'organiser ces épreuves fin mars de peur que les élèves sèchent massivement les cours ensuite. C'est pour moi un constat d'échec collectif. Cela pose la question de l'ennui, des petits décrochages invisibles et in fine du sens que l'on donne à l'enseignement. Pourquoi les jeunes Français seraient plus paresseux que leurs voisins qui, eux, vont à l'école jusqu'au début de l'été ?

